

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à la Partie III - articles F et G

Déposée par Monsieur : Alain Lamassoure et Adrian Severin

Qualité : - Membre et Membre suppléant

---

Article F : Procédure de révision du Traité constitutionnel

**Un projet de révision du Traité constitutionnel peut être déposé par le gouvernement de tout État membre, le Parlement européen, la Commission, ou par une pétition populaire signée par cinq pour cent d'électeurs émanant des quatre cinquièmes des pays de l'Union.** Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux.

Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

**Le Conseil européen décide, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.**

**Si le Conseil s'est prononcé à l'unanimité, l'amendement constitutionnel entre immédiatement en vigueur.**

**Si le Conseil s'est prononcé à une super-majorité qualifiée, le projet entre en vigueur après ratification par les quatre cinquièmes des Etats membres représentant quatre cinquièmes de la population.**

**Toutefois, sur proposition d'une majorité d'Etats membres, ou d'une majorité simple du Parlement européen, ou si le projet initial émane d'une pétition populaire, la ratification peut être soumise à un référendum dans l'ensemble de l'Union. Elle est obtenue si les votes positifs l'ont emporté dans quatre cinquièmes des Etats représentant quatre cinquièmes de la population.**

Article G : Adoption, ratification et entrée en vigueur du Traité constitutionnel

1. Le Traité constitutionnel sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.
2. **Le Traité constitutionnel ne s'appliquera qu'aux Etats qui l'auront ratifié. Il entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié par quatre cinquièmes des Etats signataires représentant quatre cinquièmes de la population totale.**
3. **Si certains Etats signataires n'ont pas ratifié le Traité constitutionnel, l'Union négociera avec ceux-ci un accord de partenariat privilégié visant à préserver l'acquis commun.**

---

**Explication :**

**Sur l'article F :** *Les amendements ont trois objectifs différents :*

*1 – Prévoir une procédure simplifiée pour les réformes de type technique : si le Conseil est unanime, la ratification dans chaque pays devient inutile.*

*2 – Eviter la paralysie de la règle de l'unanimité pour l'adoption et pour la ratification. A 25 membres ou plus, sur tout projet significatif, l'unanimité est impossible à obtenir. La contrepartie doit être l'ouverture d'un droit de retrait de l'Union pour un ou des Etats qui seraient radicalement opposés à la réforme ainsi décidée.*

*3 – Introduire une procédure référendaire à l'échelle européenne. Les réformes les plus significatives gagneront à être soumises à l'ensemble des citoyens. Un droit de pétition est même envisagé. De telles dispositions de démocratie directe aideront puissamment à faire naître un espace public européen.*

**Sur l'article G :** *Le texte proposé par le Présidium a l'inconvénient de retarder considérablement l'entrée en vigueur de la Constitution et de ne pas régler le problème que poserait l'opposition d'un ou plusieurs Etats membres. Les amendements ont pour objet de permettre une mise en œuvre rapide, sous la condition d'une majorité super-qualifiée, et de prévoir une solution alternative pour les pays qui n'auraient pas pu ratifier la Constitution.*